

## Séance publique du lundi 1 octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1 octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

### Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETTOUT.

## Voeu - Défense du personnel de SANOFI-Montpellier

Hélène MANDROUX rapporte :

Au regard de la décision de la direction de SANOFI-France de mettre en place un plan social impliquant le licenciement de membres de son personnel, entre autre sur le site de Montpellier, le Conseil municipal de la Ville considère que cette décision est préjudiciable pour l'ensemble du territoire languedocien. Ce plan social vise la suppression sur Montpellier de l'ensemble de l'activité Recherche : si 200 emplois sont annoncés près de 400 pourraient être concernés.

Cette décision ne prend ni en compte les engagements du Président de la République et du Gouvernement concernant le « redressement productif », ni la situation de l'emploi dans le pays, ni même au niveau local où près de 300 emplois sont induits par l'activité du site montpellierain.

Début 2010, Sanofi, 2<sup>ème</sup> entreprise classée au CAC40 (8,8 milliards de bénéfices en 2011), a déjà supprimé 250 emplois à Montpellier et 80 autres postes liés à l'oncologie ont été transférés sur Vitry-sur-Seine. Portant ainsi l'effectif à 1.150 contre 1.400 en 2009.

Madame le Maire est intervenue auprès de la direction de SANOFI-France pour défendre les 200 emplois menacés sur le site montpellierain par cette nouvelle restructuration, sans compter les emplois induits, insistant sur le fait que cette décision ne se justifie pas au regard des résultats financiers enregistrés par l'entreprise, classée mondialement 3<sup>ème</sup> dans le secteur pharmaceutique. En effet, le groupe a annoncé des résultats solides pour le premier trimestre écoulé, soit une hausse de 9,4% de ses ventes et un bénéfice de 1,8 milliards.

Le Conseil municipal de Montpellier dénonce auprès des pouvoirs publics, et notamment auprès du Ministre du Redressement productif un tel plan social qui n'a pour but que de dégager davantage de profit pour l'actionnariat au détriment du secteur recherche et développement pourtant largement subventionné par l'Etat.

Le Conseil municipal s'interroge sur le projet de renforcement du site de Montpellier et sa réorientation dans le Développement alors que dans un même temps il est proposé un désengagement total du site sur la recherche.

Le Conseil municipal restera vigilant et attend les éléments concrets relatifs à ce plan de social. En effet, l'annonce faite dans la presse par la Direction générale la semaine passée à suite au report du Comité central d'entreprise ne répond en rien aux questions posées par les élus et les syndicats.

Le Conseil municipal invite donc l'ensemble des Montpelliérains, élus et citoyens à défendre l'emploi dans la Région et le développement des politiques publiques de santé.

Enfin, le Conseil municipal demande au Gouvernement de mettre en débat au Parlement le texte relatif à l'interdiction des licenciements boursiers.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 2 octobre 2012**